



CENTRE HOSPITALIER
DE MÂCON

Direction du Plan, des Travaux et des Services Techniques

Directeur Adjoint : Alain BOISSAU
Ingénieur en Chef : Maria BONNOT
Ingénieurs : Gérald DULONG / Franck MOREY
Responsable Administratif : Marie-Hélène GRANGE
Secrétariat : 03.85.27.50.77 - Fax : 03.85.27.52.95 - E-Mail : dptst@ch-macon.fr

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de modernisation du système de sécurité incendie (SSI) du bâtiment
« K » de psychiatrie du Centre Hospitalier de Mâcon**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES EN DATE DU 06/03/2025

Mode de passation : Procédure adaptée
(article R 2123-1 du code de la commande publique)

Date limite de réception des offres : 18 avril 2025 à 12 heures

Sommaire

Article 1	Champ d'application	6
Article 2	Définitions et obligations générales des parties contractantes	6
2.1	Objet du marché	6
2.2	Tranches et lots	6
2.2.1	Tranches.....	6
2.2.2	Lots	6
2.3	Intervenants.....	6
2.3.1	Conduite d'opération	6
2.3.2	Maîtrise d'œuvre	6
2.3.3	Contrôleur technique.....	6
2.3.4	Ordonnancement - pilotage - coordination	7
2.3.5	Plans de prévention	7
2.3.6	Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie.....	7
2.4	Groupement d'opérateurs économiques	7
	En application des dispositions de l'article 3.5.1 du CCAG travaux, le représentant de l'ensemble des membres du groupement est le mandataire qui est dument désigné dans le marché. Il représentera le groupement pour l'exécution du marché auprès du maître d'ouvrage	7
2.5	Sous-traitance.....	7
2.6	Convocations de l'entrepreneur - Rendez-vous de chantier – visites de chantier	7
2.6.1	Participation de l'entrepreneur aux réunions	7
2.6.2	Visites de chantier.....	8
2.6.3	Réunions de chantier.....	8
2.6.4	Réunions d'étude et de coordination et de synthèse.....	8
Article 3	Pièces contractuelles.....	8
3.1	Pièces constitutives du marché.....	8
3.2	Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché.....	9
3.3	Ordre de priorité.....	9
3.4	Pièces à délivrer à l'entrepreneur - Nantissement.....	9
Article 4	Protection des données personnelles - Cautionnement ou retenue de garantie - Assurances	9
4.1	Confidentialité et protection des données personnelles.....	9
4.2	Cautionnement	9
4.3	Retenue de garantie	9
4.4	Assurances	9
4.4.1	Assurance de responsabilité civile	9
4.4.2	Assurance tous risques chantiers - dommages ouvrage – contrat collectif de responsabilité décennale	10
4.4.3	Assurance en responsabilité civile décennale.....	10
4.4.4	Véhicules.....	10
Article 5	Décompte de délais.- Formes des notifications.....	10
Article 6	Travaux intéressant la défense	10
Article 7	Contrôle des prix de revient.....	10
Article 8	Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement.....	11
8.1	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	11
8.2	Protection de l'environnement	11

Article 9	Contenu et caractère des prix	11
9.1	Forme des prix.....	11
9.2	Contenu des prix	11
9.2.1	TVA	11
9.2.2	Sujétions réputées couvertes par le prix global et forfaitaire	11
9.3	Variation dans les prix.....	12
9.3.1	Modalités de révision des prix :	12
9.3.2	Mois d'établissement des prix du marché.....	12
9.3.3	Choix de l'index de référence.....	12
9.3.4	Régime de variation des prix applicables aux avances, indemnités, pénalités, retenues et primes	12
9.3.5	Révision provisoire	12
9.4	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	12
Article 10	Rémunération de l'entrepreneur	12
10.1	Avances	12
10.2	Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants payés directement.....	13
10.2.1	Modalités de paiement direct.....	13
10.3	Délai de paiement.....	13
10.4	Taux des intérêts moratoires.....	13
Article 11	Constatations et constats contradictoires	14
Article 12	Modalités de règlement des comptes	14
12.1	Décomptes mensuels	14
12.1.1	Projets de décompte.....	14
12.2	Décompte général.....	14
Article 13	Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus.....	15
Article 14	Augmentation dans la masse des travaux.....	15
Article 15	Diminution dans la masse des travaux	15
Article 16	Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages	15
Article 17	Pertes et avaries	15
Article 18	Fixation et prolongation des délais	15
18.1	Délais d'exécution	15
18.1.1	Origine du délai	15
18.1.2	Calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des prestations	16
18.1.3	Calendrier détaillé d'exécution	16
18.2	Prolongation des délais d'exécution	16
18.2.1	Nombre de journées d'intempéries	16
18.2.2	Autres prolongations de délai.	16
Article 19	Pénalités, primes et retenues	17
19.1	Pénalités et retenues pour retard.....	17
19.1.1	Montant des pénalités et retenues	17
19.1.2	Retenues pour retard dans la réalisation des interventions successives	17
19.1.3	Retard dans la remise ou la diffusion de documents.....	17
19.1.4	Absence à une réunion de chantier	18
19.1.5	Inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	18
19.1.6	Non respect des obligations de tri des déchets de chantier	18

19.1.7	Repliement en fin de chantier	18
19.1.8	Transformation des retenues en pénalités	18
19.1.9	Autres pénalités	18
19.2	Cumul des pénalités et retenues	21
19.3	Prime pour avance	21
Article 20	Développement durable	21
Article 21	Provenance des matériaux et produits	21
Article 22	Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux	21
Article 23	Qualité des matériaux et produits - Application des normes.....	21
23.1	Caractéristiques et qualités des matériaux	21
23.2	Appréciation de l'équivalence de normes	22
23.3	Echantillons et prototypes.	22
Article 24	Vérification qualitative des matériaux et produits. - Essais et épreuves	22
24.1	Vérifications de qualité	22
24.2	Essais et épreuves prévus dans le marché	22
24.3	Essais et épreuves non prévus dans le marché	22
Article 25	Vérifications quantitatives des matériaux et produits	23
Article 26	Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage dans le cadre du marché	23
Article 27	Plan d'implantation des ouvrages et piquetages	23
27.1	Piquetage général	23
27.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	23
Article 28	Préparation des travaux.....	23
28.1	Période de préparation.....	23
28.2	Tâches à réaliser au cours de la période de préparation	23
28.2.1	Par les soins du maître de l'ouvrage :.....	23
28.2.2	Par les soins de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris):.....	23
28.2.3	Par les soins des entrepreneurs, sous la coordination de l'OPC :.....	24
Article 29	Plans d'exécution	24
Article 30	Etudes d'exécution. Notes de calcul. - Etudes de détail.	24
Article 31	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	24
31.1	Installation des chantiers de l'entreprise	24
31.2	Sécurité et hygiène des chantiers.....	24
31.2.1	Locaux pour le personnel	24
31.2.2	Mesures de sécurité.	24
31.2.3	Mesures d'urgence sans mise en demeure préalable.	25
31.2.4	Voies et réseaux divers	25
31.2.5	Collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail.....	25
31.3	Accidents du travail.....	25
31.4	Signalisation des chantiers	25
31.5	Sujétions spéciales pour les travaux exécutés au sein de bâtiments hospitaliers.....	25
31.6	Emploi des explosifs	26
Article 32	Matériaux, objets et vestiges trouvés sur les chantiers.....	26
Article 33	Dégradations causées aux voies publiques	26

Article 34	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	26
Article 35	Gestion des déchets.....	26
Article 36	Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	26
Article 37	Essais et contrôles des ouvrages	26
37.1	Essais et contrôles prévus dans le marché	26
37.2	Essais et contrôles définis dans le marché.....	26
Article 38	Vices de construction.....	27
Article 39	Documents fournis après exécution	27
39.1	Contenu des DOE.....	27
39.2	Date limite de remise des DOE et des éléments du DIUO	27
39.3	Forme des documents graphiques et écrits du DOE.....	27
Article 40	Réception	27
Article 41	Réceptions partielles	27
Article 42	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	28
Article 43	Garanties contractuelles	28
Article 44	Propriété industrielle ou commerciale – Définition des résultats.....	28
Article 45	Propriété industrielle ou commerciale – régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	28
Article 46	Propriété industrielle ou commerciale – stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	28
Article 47	Régime des résultats	28
Article 48	Résiliation du marché	28
Article 49	Décès, incapacité, redressement judiciaire et liquidation judiciaire.....	29
Article 50	Les opérations de liquidation en cas de résiliation Ajournement et interruption des travaux	29
Article 51	Mesures coercitives.....	29
Article 52	Ajournement et interruption des travaux.....	29
Article 53	Règlement des différends et des litiges	29
Article 54	Dérogations au CCAG	30

Article 1 Champ d'application

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (Arrêté du 30 mars 2021), et le présent cahier des clauses administratives particulières s'appliquent aux marchés dont l'objet est défini à l'article ci-après.

Le présent CCAP décrit les éléments complémentaires au C.C.A.G/travaux et les dérogations éventuelles qui sont récapitulées au dernier article.

Article 2 Définitions et obligations générales des parties contractantes

2.1 Objet du marché

La présente consultation concerne l'opération de travaux de modernisation du système de sécurité incendie (SSI) du bâtiment d'hospitalisation adultes de psychiatrie sur le site des Chanaux du Centre Hospitalier de Mâcon.

La durée prévisionnelle du marché est de 8 mois (y compris travaux préparatoires, intempéries prévisibles et congés payés).

2.2 Tranches et lots

2.2.1 Tranches

Sans objet

2.2.2 Lots

Sans objet

2.3 Intervenants.

2.3.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction du Plan, des Travaux et des Services Techniques du Centre Hospitalier de Mâcon :

- Référente : Bonnot Maria – Tél : 03 85 27 50 11 - Mail : mbonnot@ch-macon.fr

2.3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par les ingénieurs de la Direction du Plan, des Travaux et des Services Techniques du Centre Hospitalier de Mâcon :

Référente : Bonnot Maria – Tél : 03 85 27 50 11 - Mail : mbonnot@ch-macon.fr

2.3.3 Contrôleur technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Cette prestation de contrôle technique est assurée par

BTP CONSULTANTS – agence de Lyon

Immeuble « le Vernal » - 62 chemin de la bruyère 69570 DARDILLY

Courriel : adm.dirce@btp-consultants.fr - Tél : 04 37 49 64 60.

Laurent MAGNAC – responsable missions électricité
Tél : 06 81 34 38 77 – Courriel : laurent.magnac@btp-consultants.fr

Bureau de Contrôle Technique

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- mission **LE** : solidité des existants,
- mission **Sei** : sécurité des personnes dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH) (comprenant toutes les vérifications initiales réclamées par la commission de sécurité pouvant être effectuée par un organisme de contrôle)

L'intervention de cet organisme oblige l'entrepreneur :

- à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions,
- à respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux du bâtiment qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions confiées au contrôleur technique,
- à lui fournir le programme de contrôle interne de l'entreprise.

2.3.4 Ordonnancement - pilotage - coordination

Cette mission est confiée aux ingénieurs de la Direction du Plan, des Travaux et des Services Techniques du Centre Hospitalier de Mâcon :

2.3.5 Plans de prévention

L'opération est soumise à l'obligation d'établissement d'un plan de prévention selon les clauses du décret N°92-158-du 20/02/1992, pour chacun des sites du centre hospitalier de Mâcon, concerné par ces travaux.

2.3.6 Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie

La mission de coordination SSI est assurée par :

David ETIENNE
HIGH B TECH Lyon
38 place des pavillons
69007 LYON
Tél : 06 08 41 14 86 – david.etienne@highbtech.fr

2.4 Groupement d'opérateurs économiques

En application des dispositions de l'article 3.5.1 du CCAG travaux, le représentant de l'ensemble des membres du groupement est le mandataire qui est dument désigné dans le marché. Il représentera le groupement pour l'exécution du marché auprès du maître d'ouvrage

Le groupement devra être **solidaire** : chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres opérateurs du groupement.

2.5 Sous-traitance

Le recours à un sous-traitant est possible sous réserve de son agrément préalable à son intervention, par le maître d'ouvrage, selon les clauses de l'article 3.6 du CCAG Travaux.

2.6 Convocations de l'entrepreneur - Rendez-vous de chantier – visites de chantier

2.6.1 Participation de l'entrepreneur aux réunions

Chaque entrepreneur convoqué est tenu d'assister personnellement ou de déléguer un représentant qualifié agréé par le coordonnateur de chantier et ayant tout pouvoir de décision aux réunions organisées par le maître d'ouvrage..

Toute absence non autorisée constatée par le maître d'ouvrage sera sanctionnée par l'application d'une pénalité selon les dispositions de l'article 19.2.2 du présent CCAP

2.6.2 Visites de chantier

Elles ont lieu à l'initiative du coordonnateur de chantier ou/et du maître d'ouvrage

2.6.3 Réunions de chantier

Elles ont lieu à raison d'une fois par semaine.

A chaque réunion de chantier, le maître d'ouvrage ou le coordonnateur rédige un procès-verbal.

Ce document a valeur de référence en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

2.6.4 Réunions d'étude et de coordination et de synthèse.

Sans objet.

Article 3 Pièces contractuelles.

3.1 Pièces constitutives du marché.

a) Pièces particulières

• L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Les pièces écrites du DCE (cf. liste des pièces écrites),
- Les pièces graphiques du DCE (cf. liste pièces graphiques)
- La décomposition de prix global et forfaitaire (D.P.G.F.),
- Le plan de prévention,
- L'offre technique du titulaire
- L'acte spécial de sous-traitance

Nota : La D.P.G.F. n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des situations et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs. **Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le prix du marché étant global et forfaitaire.** Il appartient à l'entrepreneur de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète de l'ouvrage décrit dans les C.C.T.P. et réalisé dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.

b) Pièces générales

- Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics (C.C.T.G) de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix défini dans le présent C.C.A.P.
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux) en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini dans le présent C.C.A.P. (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux).
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du code du travail, de l'Inspection du Travail, de la CRAM et de l'O.P.B.T.P., les normes homologuées en France (NF et EN), les cahiers DTU, les règles de calcul DTU, les avis techniques et cahiers techniques du C.S.T.B. en vigueur.

3.2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

En complément aux dispositions de l'article 4-1 du CCAG, la liste des pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché est :

- le calendrier détaillé d'exécution de travaux établi par le titulaire du marché en lien étroit avec le maître d'ouvrage, selon les clauses de l'article 18-1 du présent CCAP.;
- les ordres de service d'une part de démarrage des travaux et d'autre part, d'exécution de prestations modificatives. Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, il est précisé que le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part, à l'exception des seuls cas prévus à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux.

3.3 Ordre de priorité

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG, en cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle priment. Si l'échelle est identique, la solution jugée la plus contraignante par le Maître d'ouvrage prime.

Les spécifications non portées au CCTP mais inscrites sur les pièces graphiques contractuelles ont même valeur que celles des CCTP.

Toute prestation décrite sur une seule pièce du marché et non sur les autres est due par le titulaire.

3.4 Pièces à délivrer à l'entrepreneur - Nantissement

En dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage délivre, à la notification du marché, qu'une copie certifiée conforme de l'Acte d'Engagement, de ses annexes et avenants éventuels.

Le maître d'ouvrage remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Article 4 Protection des données personnelles - Cautionnement ou retenue de garantie - Assurances

4.1 Confidentialité et protection des données personnelles

Les dispositions décrites à l'article 5 du CCAG travaux s'appliquent.

4.2 Cautionnement

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

4.3 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% est prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou si les 2 parties sont d'accord par une caution personnelle et solidaire conformément à l'article R 2191-36 et suivants du code de la commande publique

4.4 Assurances

4.4.1 Assurance de responsabilité civile

Chaque entreprise, y compris ses sous-traitants, doit justifier d'une assurance en responsabilité civile travaux les couvrant pendant et après les travaux pour les conséquences pécuniaires de dommages de toute nature, corporels, matériels et immatériels causés aux biens et personnes par accident, incendie, explosion, eau et vol dans le cadre de son activité professionnelle Les assurances en responsabilité civile

travaux étant en général renouvelables par tacite reconduction, l'entreprise doit justifier à chaque date anniversaire de son marché, de son assurance en responsabilité civile travaux.

4.4.2 Assurance tous risques chantiers - dommages ouvrage – contrat collectif de responsabilité décennale

Il est précisé que le maître d'ouvrage n'a souscrit aucune assurance « tous risques chantiers » ou « dommages ouvrage » ou « contrat collectif de responsabilité décennale » au titre de la présente opération de travaux

4.4.3 Assurance en responsabilité civile décennale.

Chaque entreprise signataire du marché doit, conformément à la loi du 4 janvier 1978 (reprise dans les articles 1792 et suivants du code civil et les articles L-241-1 et suivants du code des assurances) souscrire un contrat d'assurance la couvrant pour la responsabilité pouvant être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants et 2270 du code civil.

Le contrat d'assurance en responsabilité civile décennale est réputé couvrir les travaux de génie civil annexe aux travaux de bâtiment ne relevant pas stricto sensu de la définition des « ouvrages du bâtiment ».

Chaque entreprise doit fournir à la date réglementaire d'ouverture de chantier (date communiquée par le maître de l'ouvrage et qui correspond à l'ouverture du chantier) une attestation qui justifie qu'elle a souscrit un contrat d'assurance en garantie décennale la couvrant pour la totalité des prestations visées à l'article 2 du présent CCAP.

Si l'opération de travaux comporte des activités spéciales ou l'utilisation de procédés, de matériels ou de matériaux non agréés ou n'entrant pas dans le cadre normal des contrats d'assurance les entreprises intéressées doivent justifier que les dispositions de leur contrat sont adaptées aux particularités du risque à courir.

Deux mois avant la réception des travaux, l'entreprise fournit au maître d'ouvrage le montant qu'elle a déclaré à l'assurance pour la responsabilité civile décennale.

En cas de changement d'assureur en cours de chantier, l'assuré doit continuer à déclarer l'ensemble des éléments concernant ce chantier et notamment le montant des travaux, avenants, ordres de services de travaux supplémentaires, à l'assureur initial qui restera tenu à la garantie toute la période de la garantie décennale.

4.4.4 Véhicules.

Sur toute réquisition, l'Entrepreneur doit pouvoir justifier des assurances souscrites pour ses propres véhicules ou ceux loués par lui pour la réalisation des travaux.

Article 5 Décompte de délais.- Formes des notifications

En cas de contradiction entre la date d'accusé de réception portée sur un document par l'entrepreneur et la date de l'avis de réception postale, cette dernière fait foi.

Article 6 Travaux intéressant la défense

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 7 Contrôle des prix de revient

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 8 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement

8.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers employés dans la même catégorie sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.2 Protection de l'environnement

Les dispositions de l'article 7 du CCAG Travaux s'appliquent

Article 9 Contenu et caractère des prix

9.1 Forme des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un **prix global et forfaitaire** précisé dans l'acte d'engagement. Le prix comprend toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution des travaux selon l'article 9.1.1 du CCAG travaux.

9.2 Contenu des prix

9.2.1 TVA

Les prix du marché sont hors T.V.A.

9.2.2 Sujétions réputées couvertes par le prix global et forfaitaire

Le prix global et forfaitaire du marché est réputé établi en tenant compte :

- a) de tous les frais résultant des dispositions du présent CCAP (y compris les obligations d'assurance) et des autres pièces du marché et des cahiers des charges qui en découlent pour les entreprises ;
- b) des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de prestations ;
- c) des frais de participation du titulaire à la cellule de synthèse ;
- d) des sujétions d'organisation générale du chantier ; l'entrepreneur reconnaît avoir, avant la remise de son offre, pris connaissance complète et entière du site dans sa globalité, du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès, des horaires d'accès, et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- e) de toutes les sujétions résultant de la présence de canalisations diverses identifiées dans le marché ou visibles in situ : eau, électricité, gaz, etc., à proximité du lieu des travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection ;
- f) des frais de mise au point des prototypes et locaux témoins nécessaires ;
- g) des frais d'études, d'élaboration des documents d'exécution et notes de calculs, des frais d'élaboration des documents remis après exécution ;
- h) de la participation de l'entrepreneur au compte des dépenses communes.
- i) Des frais de mandataire dans le cas de groupements, des frais d'entreprise générale en cas de marché à l'entreprise générale.

En aucun cas, le titulaire du marché ne pourra arguer d'oubli ou d'erreurs de quantification à la DPGF établie par la maîtrise d'ouvrage, pour justifier de suppléments de prix.

9.3 Variation dans les prix

9.3.1 Modalités de révision des prix :

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

Le coefficient C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 I_n / I_0$$

dans laquelle :

I_0 = valeurs de l'index de référence du mois zéro, soit le mois correspondant à la date limite de remise des offres ou si négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire

I_n = valeur de l'index de référence du mois n d'exécution des prestations.

La valeur finale des index de référence I à retenir pour le calcul de révision du prix est celle atteinte à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation effective si celle-ci est antérieure.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondis au millième supérieur.

9.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date de remise des offres cité en page de garde du présent document.

En cas de négociation, c'est le mois de la date de remise de l'offre finale par le titulaire qui est prise en compte.

Ce mois est appelé "mois zéro" (M_0).

9.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence, choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, est BT47:

9.3.4 Régime de variation des prix applicables aux avances, indemnités, pénalités, retenues et primes

Les avances, indemnités, pénalités, retenues et primes ne seront ni actualisées ni révisées.

9.3.5 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

9.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

Article 10 Rémunération de l'entrepreneur

10.1 Avances

Par dérogation aux articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance pourra être versée sur demande expresse du titulaire lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € H.T et que la durée d'exécution du marché est supérieure à 2 mois.

En application de l'article B.10.1 du CCAG Travaux, le taux de l'avance versé au titulaire du marché s'élève à 5% du montant des travaux (option B)

Lorsque la durée d'exécution des travaux est :

- Inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises de la tranche du marché activée
- supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial de la tranche du marché activée toutes taxes comprise divisé par sa durée exprimée en mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le calcul du montant de l'avance est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

10.2 Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés ou de sous-traitants payés directement

10.2.1 Modalités de paiement direct.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut le montant de TVA (qui pourra faire l'objet d'auto liquidation en cas de sous-traitance) ainsi qu'un récapitulatif des sommes déjà payées à chaque sous-traitant concerné ainsi que le montant cumulé.

Si, en fin de travaux, le total des sommes cumulées que l'entrepreneur a proposé de payer à un sous-traitant déterminé est inférieur à la somme figurant dans l'acte spécial, l'entrepreneur doit fournir au maître d'ouvrage un DC4 modificatif signé par les 2 parties (titulaire et sous-traitant) avant de pouvoir éventuellement percevoir celle-ci à son profit.

10.3 Délai de paiement.

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de 50 jours à compter de la réception des situations par le maître d'ouvrage, en application de l'article R 2192-11 du code de la commande publique.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,
- révision, modification des prix...

et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence....)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

10.4 Taux des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 11 Constatations et constats contradictoires

Il est seulement précisé qu'en l'absence de maître d'œuvre pour cette opération, les constatations contradictoires concernant les prestations exécutées sont faites à la demande soit du titulaire du marché soit du maître d'ouvrage, par dérogation aux dispositions de l'article 11 du CCAG travaux

Article 12 Modalités de règlement des comptes

12.1 Décomptes mensuels

12.1.1 Projets de décompte.

Les projets de décompte sont obligatoirement et **exclusivement** adressés en cumulé au plus tard au 5 du mois qui suit la réalisation des prestations, au maître d'ouvrage, en déposant les factures sur le site de CHORUS, en application des dispositions de l'article 12.6 du CCAG Travaux.

Les coordonnées du maître d'ouvrage sont :

Centre Hospitalier de Mâcon
Direction du Plan, des Travaux et des Services Techniques
350 Bd Louis Escande
71018 MACON cedex
dptst@ch-macon.fr
Tél : 03 85 27 50 77
No SIRET : 26710028700015
Code service : TRAVAUX

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.2.2 du C.C.A.G. le maître d'ouvrage informe au titulaire l'état d'acompte mensuel dans les vingt jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

12.2 Décompte général

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG travaux, le décompte définitif ne sera soldé qu'après :

- La levée totale des réserves du dernier ouvrage réceptionné, y compris celles nécessaires à l'obtention du certificat de conformité
- La production de l'ensemble des D.O.E y compris les plans mis à jour
- La fourniture de tous les P.V, fiches techniques et renseignements demandés par le maître d'ouvrage

En application des clauses de l'article 12.3.4 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage pourra mettre en demeure le titulaire de transmettre son projet de décompte final, à défaut de démarche de la part de l'entreprise.

Il est rappelé qu'en cas de réserves émises lors de la réception des travaux et/ ou de litiges ou réclamations connus du maître d'ouvrage, ce dernier doit expressément les citer même en l'absence de chiffrage, lors de la notification du décompte général au titulaire.

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG, aucun intérêt moratoire ne sera du par le maître d'ouvrage en cas de retard lié aux réserves émises par le titulaire sur le décompte définitif.

Les autres dispositions relatives au décompte général décrites aux articles 12-3 et 12.4 du CCAG Travaux s'appliquent au présent marché.

Article 13 Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus

Par dérogation aux dispositions de l'article 13 du C.C.A.G., en cas de demande, de la part du maître d'ouvrage, d'étude ou de réalisation de travaux modificatifs, l'entrepreneur est tenu de fournir dans le respect des prix du marché, une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération provisoire de tout ouvrage non prévu et selon les modalités fixées par courriel ou dans le compte rendu de chantier..

Il est précisé que sauf impérieuse nécessité, le délai de production de ces devis pourra être au maximum de 15 jours.

Dans le cas où l'entrepreneur ne fournit pas de proposition de prix selon les modalités fixées par courriel ou dans le compte rendu de chantier ou en cas d'urgence, le maître d'ouvrage pourra lui notifier par ordre de service un prix provisoire estimé après échange entre l'entreprise et le maître d'ouvrage.

Si l'ordre de service ainsi rédigé, fait l'objet d'observation par l'entreprise dans un délai de 15 jours, ce forfait est ensuite discuté entre les parties.

Par ailleurs, il est précisé que le maître d'ouvrage notifiera par ordre de service, à l'entreprise, toute étude ou réalisation de travaux modificatifs qu'il aura acceptée.

Article 14 Augmentation dans la masse des travaux

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCGA, le titulaire est tenu de se conformer à un ordre de service même lorsque le montant des travaux excède le dixième du montant contractuel des travaux.

Sauf dans le cas d'application des dispositions de l'article 14.3 du CCAG, l'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si les études et devis n'ont pas de suite

Article 15 Diminution dans la masse des travaux

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 16 Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 17 Pertes et avaries

Par dérogation à l'article 17.2 du CCAG travaux, le titulaire doit prendre à ses frais, risques et périls, les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements, matériels et installations de chantier, ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les vols, les tempêtes, les crues et tous autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

Article 18 Fixation et prolongation des délais

18.1 Délais d'exécution

18.1.1 Origine du délai

En application de l'article 18.1.1 du C.C.A.G., la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du présent marché est fixée par ordre de service notifié à l'entrepreneur titulaire du présent lot. L'ordre de service précisera la date de démarrage, la période de préparation et la durée de l'exécution des travaux.

18.1.2 Calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des prestations

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux est de 8 mois, sauf décision modificative du maître d'ouvrage liée notamment à des contraintes budgétaires.

Le délai global comprend la période de préparation définie à l'article 28 ci-après, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre de son marché.

18.1.3 Calendrier détaillé d'exécution

A partir du calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des prestations, défini à l'article 18.1.2 ci-avant, le titulaire établit, en concertation avec le maître d'ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

L'entreprise doit indiquer par écrit au maître d'ouvrage les définitions des tâches, leur durée afin de garantir la continuité des systèmes de sécurité incendie pour la sécurité des patients

Il précise, en outre, pour chaque phase :

- la cadence d'exécution ;
- les moyens en personnel et matériels prévus ;
- les contraintes particulières de préfabrication ou d'approvisionnement ;
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air, raccordements préalables divers notamment aux réseaux gérés par les concessionnaires, etc.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Si besoins, après mise au point entre les entrepreneurs et le maître d'ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution des travaux dans sa version définitive est alors notifié par ordre de service aux entrepreneurs, au plus tard à l'expiration de la période de préparation des travaux..

Conformément à l'article 3 ci avant, ce calendrier détaillé d'exécution devient contractuel en lieu et place du calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des prestations

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par l'entreprise en lien étroit avec le coordinateur SSI et le maître d'ouvrage..

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le calendrier détaillé d'exécution peut être mis à jour, dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des prestations fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement. Le calendrier initial modifié est alors notifié par ordre de service à l'entreprise.

18.2 Prolongation des délais d'exécution

18.2.1 Nombre de journées d'intempéries

Sans objet

18.2.2 Modalités de prolongations de délai.

La prolongation du délai d'exécution peut résulter soit d'un avenant soit d'un ordre de service.

Article 19 Pénalités, primes et retenues

19.1 Pénalités et retenues pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage peut mettre en demeure le titulaire, lorsqu'il est constaté un retard au niveau du délai d'exécution des travaux, selon le calendrier détaillé d'exécution cité précédemment.

L'entreprise dispose d'un délai de 15 jours maximum à compter de la mise en demeure pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire ou si les réponses sont jugées insuffisantes par le maître d'ouvrage, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel des prestations est dépassé.

19.1.1 Montant des pénalités et retenues

En dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000€.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G., le montant total des pénalités peut excéder 10% du montant hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.3, le montant de la pénalité journalière ou de la retenue journalière est fixé à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- cent Euros par jour calendaire de retard.
- 1/3 000^{ème} du montant total du marché par jour calendaire de retard.

19.1.2 Retenues pour retard dans la réalisation des interventions successives

Des retenues journalières calculées selon les mêmes indications que celles de l'article 19.1.1 ci avant pourront être appliquées selon les modalités décrites à l'article 19.1 en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou l'achèvement de chaque intervention successive de l'entrepreneur telle que définie au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues pourront être reversées à l'entrepreneur si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux ou au niveau des unités d'hospitalisation. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin des tâches considérées, les retenues sont transformées en pénalités sur simple constatation du maître d'œuvre.

19.1.3 Retard dans la remise ou la diffusion de documents

En cas de retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux [plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, production de devis de travaux modificatifs (sauf impérieuse nécessité, le délai de production de ces devis pourra être au maximum de 15 jours) etc.] ou aux travaux de la synthèse une retenue de 200 € (deux cents Euros) par document et par jour calendaire de retard pourra être appliquée, à compter du lendemain de la date limite indiquée par le maître d'ouvrage, dans la demande écrite.

Dans le cas où le DOE ne serait pas fourni dans les délais mentionnés à l'article 39.2 du présent C.C.A.P., l'entreprise pourra subir des pénalités calculées sur la base de 100 euros par jour calendaire de retard.

Par ailleurs l'établissement du DOE sera évalué forfaitairement à 2 % (deux pour cent) de la valeur du marché.

Si au bout de 90 jours le DOE n'était pas parvenu chez le Maître d'Ouvrage, outre les pénalités définies ci-dessus, l'entreprise supporterait intégralement les frais d'établissement de cette documentation.

De plus, tout retard dans la remise du décompte final donne lieu à l'application d'une pénalité de 30 Euros par jour calendaire, à compter du trente et unième jour qui suit la notification au titulaire du décompte général.

19.1.4 Absence à une réunion de chantier

En cas d'absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination ou de synthèse, visite de chantier, une retenue de 100 € (cent euros) est appliquée, sur simple constat de l'absence, sans mise en demeure.

Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visites pourra être assimilé à une absence sur décision du maître d'œuvre.

19.1.5 Inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants, des clauses et délais au titre de la Sécurité du chantier, une pénalité égale à 200 €uros par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 31.4.4 du C.C.A.G.

19.1.6 Non respect des obligations de tri des déchets de chantier

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes et ses obligations de tri, sur simple constatation de la direction de chantier chargée de la gestion des déchets, fera l'objet d'une pénalité de 500 €uros par infraction constatée, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités pourront être défalquées des projets de décompte mensuel au fur et à mesure de leur application.

19.1.7 Repliement en fin de chantier

La pénalité appliquée à un entrepreneur n'ayant pas évacué ses installations ou ses matériels à la date fixée par le P.V. de réception sera de :

- 150 €uros par jour de retard pendant la première semaine de retard,
- 750 €uros par jour de retard pendant la seconde semaine de retard.

Dans le cas où, l'achèvement de cette période de 15 jours fini, l'entreprise n'aurait pas effectué le repliement de son installation, le Maître d'Ouvrage sans mise en demeure préalable, pourra faire assurer les enlèvements nécessaires par une entreprise de son choix, les frais correspondants étant entièrement supportés par l'entreprise défaillante et défalqués du projet de décompte final.

19.1.8 Transformation des retenues en pénalités

En fin de chantier les retenues visées à l'article 19 sont reversées au titulaire du marché si celui-ci n'est responsable d'aucun retard entraînant l'application de pénalités. Dans le cas contraire elles sont transformées en pénalités sur simple constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

19.1.9 Autres pénalités

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci-avant les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération.

N°	DESIGNATION	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	NIVEAU 4
1	Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires		X		
2	Retard dans le règlement des appels de fonds pour le Compte Prorata / par jour	X			
3	Retard dans le règlement définitif du Compte Prorata			X	
4	Perte ou non-restitution du badge	X			
5	Souillage des végétations en place à conserver	X			
6	Dégradation des végétations en place à conserver leur faisant courir un risque pour leur survie			X	
7	Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X		

N°	DESIGNATION	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	NIVEAU 4
8	Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit : le cas (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X		
9	Non-respect des règles d'hygiène, de sécurité et d'intervention en milieu hospitalier		X		
10	Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X		
11	Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable)	X			
12	Une livraison programmée arrive ou se prolonge au-delà de l'horaire prévu avec un retard supérieur à 1 heure	X			
13	Une livraison non programmée en coordination avec l'Entreprise de gestion de trafic arrive de façon impromptue		X		
14	Manquement aux règles de nettoyage des véhicules en partance du chantier : le véhicule constaté		X		
15	Stationnement des véhicules de personnels ou de société dans l'enceinte des constructions sans autorisation de la Maîtrise d'Œuvre		X		
16	Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X		
17	Brûlage de vieux bris sur place		X		
18	Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier		X		
19	Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives		X		
20	Défaut d'éclairage de chantier (circulations) par jour	X			
21	Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un lot de travaux		X		
22	Dégradation des installations communes		X		
23	Défaut de nettoyage des installations communes après utilisation		X		
24	Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X			
25	Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires.		X		
26	Stockage vestimentaire ou de nourriture en dehors des installations de chantier prévues à cet effet	X			
27	Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaires	X			
28	L'employé d'une Entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison	X			
29	Un poste de travail d'une Entreprise est en défaut de conformité aux règles de sécurité		X		
30	Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier. Nota : en cas de non-identification du responsable l'imputation de la pénalité sera faite au Compte Prorata		X		

N°	DESIGNATION	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	NIVEAU 4
31	Défaut de mise en place du trait de niveau et axes d'implantation	X			
32	Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires	X			
33	L'Entreprise prétend à tort avoir achevé une tâche ou avoir levé une non-conformité		X		
34	L'Entreprise prétend à tort avoir levé une réserve ou une remarque avant réception	X			
35	Retard pour non enlèvement des matériaux inemployés	X			
36	Retard dans la libération des zones de travaux mis à disposition par le Maître de l'Ouvrage ou dans la dépose d'installation provisoire par jour calendaires		X		
37	L'Entreprise démontre sa méconnaissance de ses obligations contractuelles		X		
38	Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de son lot convoqué à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'Œuvre ou l'OPC	X			
39	Absence non excusée en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité d'un lot convoqué à ladite réunion, le lot en question étant sur le chemin critique du planning		X		
40	Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, par jour calendaires et par zone	X			
41	Retard dans la présentation d'un prototype		X		
42	Présentation d'un prototype ou d'un échantillon non conforme au marché			X	
43	Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire par jour calendrier	X			
44	Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée		X		
45	Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (s'il recouvre des travaux dus au titre du marché de base), par les montants (s'ils sont sans rapport avec les prix unitaires pratiqués dans le cadre du marché) ou par sa présentation (décomposition par entité)		X		
46	Retard dans la justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévus par jour calendaires	X			
47	Chaque cas de non-respect de la décomposition en couches exigés pour plans, par plan	X			
48	Absence de déclaration d'un sous-traitant		X		
49	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1		X		
50	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2			X	
51	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 3				X

Récapitulation des retenues forfaitaires provisoires :

NIVEAU DE LA RETENUE FORFAITAIRE	MONTANT CORRESPONDANT
Niveau 1	100 Euros
Niveau 2	200 Euros
Niveau 3	1 500 Euros

Niveau 4	3 000 Euros
----------	-------------

L'application de ces retenues ou pénalités ne dispense en aucun cas l'Entrepreneur d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des retenues est applicable de plein droit par simple constatation de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas d'Entrepreneurs groupés payés séparément, les retenues sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les retenues sont appliquées en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres co-traitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, après études par le maître d'ouvrage..

19.2 Cumul des pénalités et retenues

Toutes les pénalités et retenues mentionnées au CCAG ou au présent C.C.A.P. sont cumulables.

19.3 Prime pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

Article 20 Développement durable

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 21 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché.

Les matériaux, produits et composants des équipements doivent avoir une durée de vie > 10 ans au minimum.

Ils doivent permettre à la fois de remplacer, d'étendre ou restructurer les systèmes en place qu'ils soient de petites installations ou des équipements complexes.

Article 22 Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 23 Qualité des matériaux et produits - Application des normes

23.1 Caractéristiques et qualités des matériaux

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

23.2 Appréciation de l'équivalence de normes

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes d'épreuve en vigueur dans d'autres états membres de l'espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le maître d'ouvrage accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

Le silence du maître d'ouvrage à l'issue de ce délai vaut refus du produit proposé.

23.3 Echantillons et prototypes.

Les échantillons et prototypes sont présentés au maître d'œuvre et au maître de l'ouvrage assortis des documentations techniques correspondantes avant toute mise en œuvre.

Le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage doivent disposer d'un délai minimum de 1 mois pour se prononcer sur l'échantillon ou le prototype.

L'entreprise doit prendre en compte ce délai de décision dans le cadre de ses commandes de matériau.

Article 24 Vérification qualitative des matériaux et produits. - Essais et épreuves

24.1 Vérifications de qualité

Nonobstant les dispositions de l'article 24.3 du CCAG, l'entrepreneur est tenu d'assurer ses propres vérifications de qualité et à ses frais.

24.2 Essais et épreuves prévus dans le marché

Le C.C.T.G. et en tant que de besoin le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

24.3 Essais et épreuves non prévus dans le marché

Le maître d'ouvrage peut prescrire l'exécution d'essais ou épreuves en sus de ceux prévus au marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 24.7 du CCAG :

- ✓ si ces essais ou épreuves mettent en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché ils sont à la charge de l'entrepreneur ;
- ✓ si ces essais ou épreuves ne mettent pas en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché ils ne sont pas à la charge de l'entrepreneur.

Article 25 Vérifications quantitatives des matériaux et produits

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 26 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage dans le cadre du marché

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P..

Article 27 Plan d'implantation des ouvrages et piquetages

27.1 Piquetage général

Sans objet

27.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Si des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles se trouvent au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, un piquetage spécial est effectué en même temps selon l'indication du piquetage général.

Article 28 Préparation des travaux

28.1 Période de préparation

En application l'article 28.1 du CCAG travaux, la période de préparation est de 2 mois.

Cette période de préparation de chantier vient s'ajouter au délai d'exécution des travaux. Elle commence à courir à compter de la notification de l'ordre de service notifiant la décision du maître de l'ouvrage de commencer les travaux.

28.2 Tâches à réaliser au cours de la période de préparation

En sus de la réalisation du programme d'exécution il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes, et notamment l'élaboration du plan de prévention du site concerné par les travaux, afin de garantir la continuité de la sécurité incendie de l'ensemble du bâtiment de psychiatrie

28.2.1 Par les soins du maître de l'ouvrage :

Le maître d'ouvrage présentera à l'entreprise les locaux concernés par les travaux, en veillant à planifier l'organisation des travaux en lien avec le responsable sécurité incendie et le cadre de santé du secteur concerné, avec le concours de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

Inspection commune au cours de laquelle seront, en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé à prendre pour l'ensemble de l'opération

Adaptation du plan de prévention à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le maître d'ouvrage ainsi qu'au planning de travaux définitif notifié par ordre de service aux entreprises.

28.2.2 Par les soins de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris):

Finalisation et validation du plan de prévention pour chaque zone de travaux .

28.2.3 Par les soins des entrepreneurs, sous la coordination du coordinateur SSI :

Réunion de toutes les entreprises concernées avec, en particulier, pour objectif de définir les calendriers des études, les principales réservations, contraintes particulières et, d'une façon générale, l'ensemble des éléments nécessaires aux titulaires des marchés devant intervenir les premiers ;

- ✓ établissement des plans d'exécution d'ouvrages, projet d'installation de chantier, notes de calculs, études de détail, dans les conditions prévues à l'article 29.1.1 du C.C.A.G. et à l'article 29. ci-après, nécessaires à l'établissement des plans de synthèse et au démarrage du chantier ;
- ✓ exécution des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et l'alimentation en eau et électricité des divers équipements et installations prévus dans ces locaux.
- ✓ Il est rappelé à l'entreprise qu'elle doit impérativement garantir la sécurité du patient en maintenant en continu un dispositif de sécurité incendie opérationnel tout au long des travaux

Article 29 Plans d'exécution

Les plans d'exécution sont à la charge de l'entreprise.

Article 30 Etudes d'exécution. Notes de calcul. - Etudes de détail.

Les notes techniques, notes de calcul et études de détail d'exécution des ouvrages sont à la charge de l'entreprise.

Un délai de 15 jours à compter de la date de remise de ces documents par l'entreprise au maître d'ouvrage, est laissé au coordinateur SSI et au maître d'ouvrage pour émettre toutes observations ou remarques écrites à l'entreprise sur les plans ou notes d'exécution. A défaut de remarques écrites dans ce délai, l'entreprise devra réaliser les travaux en conformité avec les normes réglementaires

Article 31 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

31.1 Installation des chantiers de l'entreprise

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficiera des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- ✓ les emplacements désignés (parking des entreprises) sont mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution

31.2 Sécurité et hygiène des chantiers

31.2.1 Locaux pour le personnel

Les dispositions en la matière sont prévues au plan de prévention.

31.2.2 Mesures de sécurité.

L'entrepreneur doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers et notamment des patients. Il devra veiller à ne pas laisser d'outils, matériaux ou équipements sans surveillance d'un compagnon de l'entreprise afin d'éviter toute utilisation des outils ou matériaux ou équipements par les patients. Le maître d'ouvrage attire l'attention sur la particularité du lieu d'intervention nécessitant le renfort de la sécurité de la zone de chantier, pour éviter tout risque d'accident avec les patients.

Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Sauf stipulation différente du C.C.A.P., toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge de l'entrepreneur.

31.2.3 Mesures d'urgence sans mise en demeure préalable.

En cas d'inobservation par l'entrepreneur des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage peut prendre aux frais de l'entrepreneur les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'ouvrage ne dégage pas la responsabilité de l'entrepreneur.

31.2.4 Voies et réseaux divers

Le chantier est soumis aux dispositions au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 précité.

Les travaux correspondants sont à la charge de l'entrepreneur titulaire du présent marché ou au mandataire en cas de groupement et sont à réaliser pendant la période de préparation prévue à l'article 28 du présent C.C.A.P.

L'entrepreneur doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

31.2.5 Collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail

Sans objet

31.3 Accidents du travail

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître de l'ouvrage de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

31.4 Signalisation des chantiers

La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du site hospitalier est réalisée suivant les prescriptions du plan de prévention et sous le contrôle du maître de l'ouvrage et celle dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le même entrepreneur.

31.5 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés au sein de bâtiments hospitaliers

Les travaux vont se dérouler en site occupé dans l'enceinte de bâtiments hospitaliers.

Les ouvriers auront des tenues correctes et transporteront matériaux et matériels proprement. Les déchets devront être évacués dans des contenants fermés et selon un circuit défini préalablement.

L'entreprise devra utiliser un aspirateur à filtre HEPA pour aspirer les dalles de faux plafonds et les réseaux avant tous travaux dans les pléniums afin de limiter la propagation des poussières.

Par conséquent, toute circulation des entreprises dans les unités d'hospitalisation devra respecter impérativement les règles d'hygiène et de conditions d'accès définies.

Toute modification des modalités d'intervention dans les zones de soins nécessitera une organisation spécifique qui sera anticipée par l'entreprise en lien étroit avec le maître d'ouvrage. L'intervention ne pourra se réaliser seulement après validation du maître d'ouvrage. L'entreprise devra impérativement respecter les règles d'hygiène et de sécurité qui lui seront imposées.

Les entreprises devant intervenir dans les services de soins sont tenues d'observer la discrétion professionnelle qui s'impose à tous les professionnels hospitaliers.

En cas de constat par le maître d'ouvrage ou le coordinateur SPS de non respect des règles d'intervention préalablement définies, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 20,2,7 du présent document

31.6 Emploi des explosifs

L'emploi des explosifs est interdit.

Article 32 Matériaux, objets et vestiges trouvés sur les chantiers

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P..

Article 33 Dégradations causées aux voies publiques

En cas de dégradations causées aux voies de circulation publiques ou privées à usage public par les travaux, les frais relatifs à leur réparation seront à la charge du titulaire si celui-ci n'a pas respecté les stipulations suivantes :

- Interdiction d'accès sur certaines voies en raison de limitation de hauteur
- Interdictions d'accès sur des plages horaires de 7h30 à 18h30 sauf autorisation exceptionnelle anticipée et encadrée par le maître d'ouvrage
- Non respect du code de la route

Article 34 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P..

Article 35 Gestion des déchets

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P..

Article 36 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P..

Article 37 Essais et contrôles des ouvrages

37.1 Essais et contrôles prévus dans le marché

Le C.C.T.P. précise et définit quels ouvrages font l'objet d'essais et contrôles.

37.2 Essais et contrôles définis dans le marché

Le maître d'ouvrage peut prescrire l'exécution d'essais ou contrôles en sus de ceux prévus au marché.

Par dérogation aux dispositions de l'article 38 du CCAG :

- ✓ si ces essais ou contrôles mettent en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché ils sont à la charge de l'entrepreneur ;
- ✓ si ces essais ou contrôles ne mettent pas en évidence une non conformité de la prestation aux dispositions du marché ils ne sont pas à la charge de l'entrepreneur.

Article 38 Vices de construction

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 39 Documents fournis après exécution

39.1 Contenu des DOE

Les prestations dues par l'entrepreneur au titre du DOE sont définies dans le CCTP et conformément à l'article 40 du CCAG.

39.2 Date limite de remise des DOE et des éléments du DIUO

Par dérogation aux dispositions de l'article 40.1 du CCAG, l'entrepreneur remet les documents constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) le jour de la réception de chacune des tranches de travaux.

Le défaut de remise du DOE à la date de la réception des travaux par le titulaire, entraîne l'application de pénalités. (cf article 19.1.3 du présent document)

39.3 Forme des documents graphiques et écrits du DOE

Les pièces graphiques sont remises sur CD-R au format DWG ainsi que sous la forme d'un exemplaire papier, par dérogation à l'article 40.1 du CCAG travaux..

Les notices sont remises sur CD-R, soit au format DOC (WORD), soit sous forme de fichiers scannés lisibles et en langue française.

En fin de chacune des phases de travaux, toutes les Entreprises seront tenues de fournir leurs dossiers de récolement pour chacun des bâtiments, qui comprendra :

- Plans informatisés gravés sur CD ROM
- tous les plans et schémas des installations conformes aux installations exécutées,
- la nomenclature de tout le matériel installé avec fiches techniques,
- les notices d'entretien et de conduite des installations, avec les schémas renseignés, des adresses des fournisseurs, numéros de téléphone,

Les nombres d'exemplaires définis ci dessus concernent les documents finaux. Au préalable l'Entreprise devra fournir un (1) exemplaires dématérialisé de ces documents au Maître d'ouvrage pour approbation avant diffusion des documents définitifs.

Article 40 Réception

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Il est toutefois précisé que le titulaire dispose d'un délai décrit dans le PV de réception pour lever les réserves et notamment pour les réserves classées les plus impérieuses à lever.

En cas de non-respect de ce délai, une mise en demeure de l'entreprise sera faite soit par le maître d'œuvre soit par le maître d'ouvrage, lui enjoignant de lever les réserves dans un délai de 48h. Au lendemain de l'échéance de ce délai, une pénalité de 200€ par jour de retard pourra être appliquée à l'entreprise.

Article 41 Réceptions partielles

A la fin de chacune des tranches et phases de travaux, un état des lieux contradictoires sera effectué afin de déterminer les retouches à faire par chaque entreprise. Cet état des lieux assorti éventuellement de réserves, donnera lieu à réception par le maître d'ouvrage de la phase de travaux.

Un délai de 15 jours à compter de cet état des lieux est laissé à l'entreprise pour lever les réserves. A défaut, une retenue de 200€ par jour de retard pourra être appliquée à l'entreprise, sans mise en demeure.

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages, ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de la réception totale de l'ensemble des travaux, et non à compter de la réception partielle.

Article 42 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P..

Article 43 Garanties contractuelles

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P, à l'exception citée à l'article 41 relative aux réceptions partielles.

Article 44 Propriété industrielle ou commerciale – Définition des résultats

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 45 Propriété industrielle ou commerciale – régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P

Article 46 Propriété industrielle ou commerciale – stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P

Article 47 Régime des résultats

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P

Article 48 Résiliation du marché

Lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG travaux..

Le présent marché sera résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire, en cas d'inexactitudes constatées dans les renseignements fournis par lui concernant :

- sa situation éventuelle de redressement judiciaire
- sa situation au regard d'une éventuelle interdiction de concourir
- sa situation pénale au regard des infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du Code du Travail

Article 49 Décès, incapacité, redressement judiciaire et liquidation judiciaire

Conformément à l'article 50.1.2 du CCAG Travaux, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

- En cas de redressement judiciaire, le Maître d'Ouvrage adresse à l'Administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans Administrateur si le Juge Commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L 621-28 du code de commerce.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le Juge Commissaire a accordé à l'Administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'Administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois évoqué ci-dessus, elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

- En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée.

Toutefois, si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise, le Maître d'Ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision du Juge ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Par ailleurs, dans le cas d'une cession prononcée par le tribunal, les dispositions relatives à l'information et à la convocation des cocontractants doivent être respectées, afin de permettre l'agrément du cessionnaire par le Maître d'Ouvrage.

Article 50 Les opérations de liquidation en cas de résiliation Ajournement et interruption des travaux

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P..

Article 51 Mesures coercitives

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché et après mise en demeure du titulaire, le maître d'ouvrage peut décider de confier l'exécution des prestations par une entreprise tierce, aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

Cette exécution peut n'être que partielle et n'implique pas nécessairement la résiliation du marché correspondant.

Article 52 Ajournement et interruption des travaux

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Article 53 Règlement des différends et des litiges

Le présent article ne fait l'objet d'aucune clause particulière au titre du présent C.C.A.P.

Pour mémoire : Le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Article 54 Dérogations au CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Articles du CCAP portant dérogation	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
3.3	3.8
3.3	4.1
3.4	4.2
11	11
12.1	12.2.2
12.2	12.3.1, 12.4.3
13	13
14	14.2.2
17	17.2
19.1	19.2.4
19.1.1	19.2.1, 19.2 et 19.2.3
19.1.5	31.4.4
24.3	24.7
37.2	38
39.2	40.1
39.3	40.1
48	50.4

Fait à Mâcon le 6 mars 2025

Le Directeur Adjoint chargé du Plan, des Travaux et des Services Techniques du Centre Hospitalier de Mâcon

Alain BOISSAU